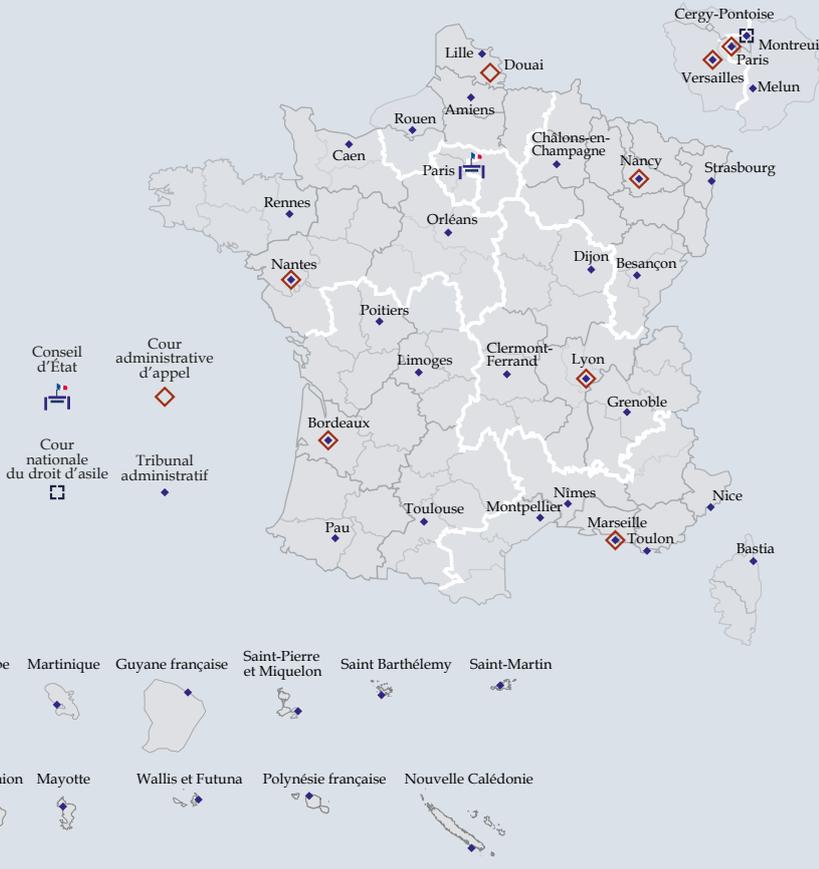


Le Conseil d'État et la juridiction administrative

CHIFFRES CLÉS 2019

CARTE DES RESSORTS



EFFECTIFS DE LA JURIDICTION ADMINISTRATIVE

au 31 décembre 2019

4 119
dont

232 membres en activité au Conseil d'État
1 220 magistrats des TA et CAA
427 agents du Conseil d'État
1 638 agents dans les TA et CAA
602 agents à la CNDA

PROCÉDURES D'URGENCE

(Référé et sursis)

Tribunaux administratifs : **34 880**
Cours administratives d'appel : **1 664**
Conseil d'État : **472**

ÉVOLUTION DU NOMBRE DE RÉFÉRÉS JUGÉS EN 10 ANS

(entre 2009 et 2019)



1 040
médiations

66 % des médiations engagées
à l'initiative des juridictions
ont abouti à un accord.

205 365

recours déposés sur **Télérecours**
(procédure de transmission dématérialisée)

dont **11 174**

sur **Télérecours citoyens** (application dédiée
aux particuliers non représentés par un avocat)

L'activité juridictionnelle

1/2

CONSEIL D'ÉTAT

AFFAIRES ENREGISTRÉES



AFFAIRES JUGÉES

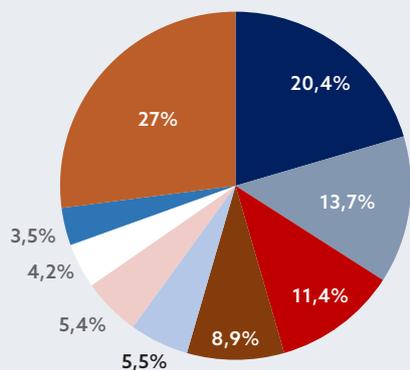


DÉLAI PRÉVISIBLE
MOYEN DE JUGEMENT

6 mois

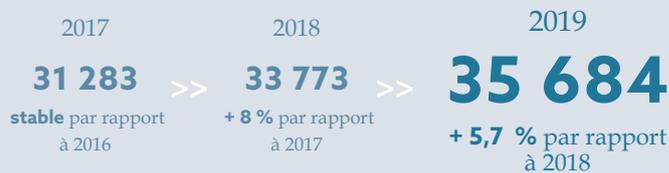
- 35 % entre 2009 et 2019
(chiffres arrondis)

RÉPARTITION DES AFFAIRES ENREGISTRÉES PAR DOMAINE CONTENTIEUX



COURS ADMINISTRATIVES D'APPEL

AFFAIRES ENREGISTRÉES



AFFAIRES JUGÉES

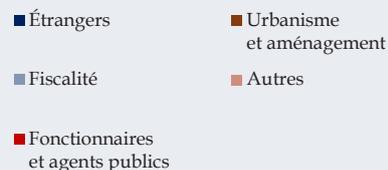
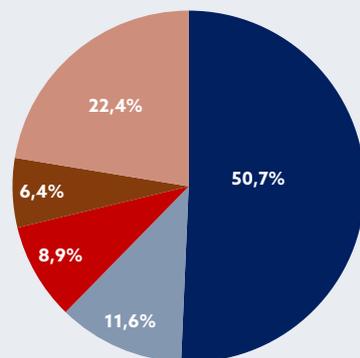


DÉLAI PRÉVISIBLE
MOYEN DE JUGEMENT

11 mois

- 13,7 % entre 2009 et 2019
(chiffres arrondis)

RÉPARTITION DES AFFAIRES ENREGISTRÉES PAR DOMAINE CONTENTIEUX



L'activité juridictionnelle

2/2

TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS

AFFAIRES ENREGISTRÉES



AFFAIRES JUGÉES



DÉLAI PRÉVISIBLE MOYEN DE JUGEMENT

9 mois

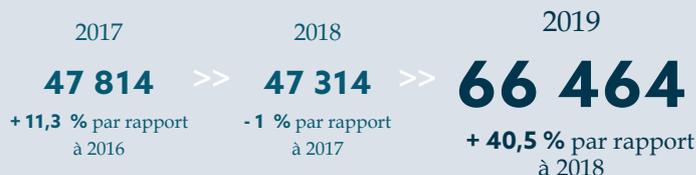
- 21,5 % entre 2009 et 2019
(chiffres arrondis)

COUR NATIONALE DU DROIT D'ASILE

AFFAIRES ENREGISTRÉES



AFFAIRES JUGÉES

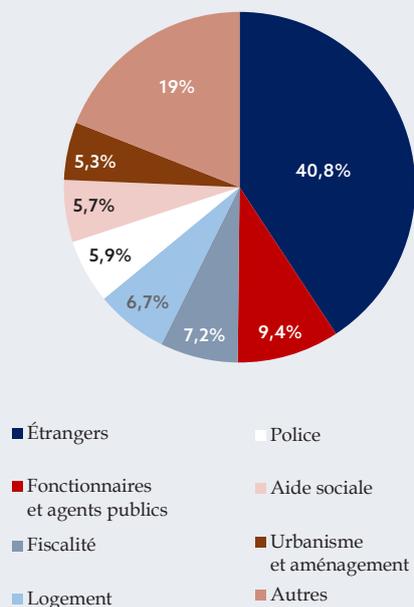


DÉLAI MOYEN CONSTATÉ

7 mois

divisé par 3 entre 2009 et 2019
(chiffres arrondis)

RÉPARTITION DES AFFAIRES ENREGISTRÉES PAR DOMAINE CONTENTIEUX



PAYS D'ORIGINE DES REQUÉRANTS



Albanie	9 %	Mali	4 %
Géorgie	9 %	Nigéria	4 %
Guinée	8 %	République démocratique du Congo	4 %
Bangladesh	5 %	Autres	44 %
Afghanistan	5 %		
Côte d'Ivoire	4 %		
Haïti	4 %		

L'activité consultative

DÉLAIS MOYENS D'EXAMEN DES PROJETS DE LOI

100 %

sont examinés
en moins de deux mois

DÉLAIS MOYENS D'EXAMEN DES PROJETS DE DÉCRET RÉGLEMENTAIRES

99,4 %

sont examinés
en moins de deux mois

1 090

avis rendus
sur projet de texte

NATURE DES TEXTES EXAMINÉS

(exemples)

93

projets de loi
du
Gouvernement

- Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique
- Projet de loi relatif à la bioéthique
- Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire
- Projet de loi relatif à l'énergie et au climat
- Projet de loi de transformation de la fonction publique
- Projet de loi relatif à l'organisation et à la transformation du système de santé
- Projets de loi constitutionnelle, organique et ordinaire pour un renouveau de la vie démocratique

3

propositions
de loi des
parlementaires

- Proposition de loi (Assemblée nationale) n° 788 visant à renforcer l'intégrité des mandats électifs et de la représentation nationale
- Proposition de loi (Assemblée nationale) n° 2534 visant à lutter contre les contenus haineux sur internet
- Proposition de loi (Sénat) n° 48 visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace

619

projets
de décret
réglementaire

- Projet de décret portant regroupement des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin
- Projet de décret relatif à la discipline dans les établissements d'enseignement du second degré
- Projet de décret relatif à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement chargé de la conservation et de la restauration de Notre-Dame de Paris
- Projet de décret relatif à la traçabilité des produits du tabac
- Projet de décret relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des services de communication au public en ligne
- Projet de décret relatif aux réductions accordées aux familles nombreuses sur les tarifs des services de transport ferroviaire domestique de voyageurs

57

projets
d'ordonnance

- Projet d'ordonnance portant réforme du droit de la copropriété des immeubles bâtis
- Projet d'ordonnance modifiant la loi relative à la lutte contre la piraterie et aux modalités de l'exercice par l'Etat de ses pouvoirs de police en mer
- Projet d'ordonnance portant partie législative du code de la justice pénale des mineurs
- Projet d'ordonnance relative aux mesures de préparation, en matière de services financiers, à la perspective d'un retrait du Royaume Uni de l'Union européenne

20

projets et
propositions
de loi du pays

- Projet de loi du pays de soutien à la croissance de l'économie calédonienne soumis au congrès de Nouvelle-Calédonie
- Projet de loi du pays relative à la fusion des fonctions publiques territoriale et communale de la Nouvelle-Calédonie

283

projets
de décret non
réglementaire,
individuel,
arrêtés, décisions

- Projet de décret déclarant d'intérêt national l'opération de requalification de copropriétés dégradées du quartier du « Val Fourré » à Mantes la Jolie
- Projet de décret portant classement parmi les sites du département de la Côte-d'Or, du site des sources de la Seine, communes de Poncey-sur-l'Ygnon et Source-Seine

15

Avis rendus sur questions
du Gouvernement ou
des autorités d'Outre-mer

- Demande d'avis relative aux modalités d'intervention des partis politiques européens dans le cadre des élections des représentants au Parlement européen en France
- Demande d'avis relative aux contrats de partenariat marketing conclus par le comité d'organisation des jeux olympiques et paralympiques
- Avis portant sur la répartition des compétences entre la Polynésie française et les communes de Polynésie française en matière de transport maritime interinsulaire

